

Questions orales

Que va faire le ministre de l'Industrie pour rétablir ces 8 400 emplois dans le secteur sidérurgique canadien?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, c'est manifestement là une question du même genre que celle que le député de Willowdale m'a posée récemment au comité. Le député sait pertinemment que l'industrie sidérurgique a dû affronter récemment une concurrence beaucoup plus forte qu'au cours des 20 dernières années de la part de nombreux pays en développement. Il a donc fallu restructurer cette industrie.

Ce qui arrive aujourd'hui, notamment en Ontario, est une conséquence directe de cette réalité. Le député sait fort bien ce que nous avons fait pour la société Algoma. Nous nous efforçons de trouver, de concert avec le gouvernement ontarien, des solutions à ce genre de problème.

D'abord, le député n'ignore pas non plus que, comme tout autre secteur industriel du Canada qui s'adonne à l'exportation, le secteur sidérurgique doit pouvoir bénéficier de bonnes conditions au niveau des taux d'intérêt, de change et d'inflation. Lorsque les bonnes conditions sont réunies, le secteur s'en tire assez bien, comme il en convient lui-même.

Le député sait parfaitement que lorsque la valeur de notre dollar était supérieure à ce qu'elle est à l'heure actuelle, soit lorsque les conditions étaient différentes, le secteur sidérurgique n'avait aucun problème. Il ne l'ignore certes pas.

• (1450)

M. Jim Peterson (Willowdale): Je n'en crois pas mes oreilles. Le secteur sidérurgique canadien se dit depuis longtemps plus moderne que son pendant américain. Il ne cesse de se plaindre de ce que la politique gouvernementale de taux d'intérêt élevés et du dollar fort lui a fait perdre 20 p. 100 de sa compétitivité.

Quand le gouvernement cessera-t-il de se gargariser de belles paroles et se mettra-t-il à créer des emplois? Quand le ministre de l'Industrie cessera-t-il de désindustrialiser le Canada?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Je regrette, mais je vais devoir citer quelques statistiques pour que mon collègue sache bien ce qui s'est produit. Dans les années 60, lorsque notre dollar valait 1,05 \$ US, le secteur sidérurgique n'éprouvait aucun problème. Étonnamment, la pire période pour le secteur sidérurgique canadien a été en

1982, lorsque notre dollar valait 70c. US. Cette période a duré un an.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Une subvention n'est pas encore définie dans l'Accord de libre-échange. Pourtant, la Sydney Steel Corporation s'est vu imposer des droits compensateurs pour avoir reçu une subvention—pas après la signature de l'Accord de libre-échange ni pendant les négociations, mais bien avant même qu'il soit question d'un tel accord.

Pourquoi cette entreprise est-elle punie rétroactivement pour avoir, de bonne foi, accepté une aide fédérale et provinciale conforme aux lois canadiennes et aux accords internationaux? Pourquoi le gouvernement ne s'élève-t-il pas contre cette injustice?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je crois qu'en y repensant, monsieur le Président, le député admettra qu'aucune mesure préjudiciable n'a été prise contre l'industrie canadienne de l'acier. Comme mon collègue vient de le faire remarquer, cette industrie traverse en ce moment une période difficile dans plusieurs régions du pays. Nous communiquons régulièrement avec les dirigeants de ce secteur pour nous assurer que les entreprises ont entièrement accès à tous les programmes gouvernementaux et qu'elles peuvent profiter de toutes les dispositions du droit commercial canadien.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, je dis au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qu'il y a deux poids deux mesures.

Au cours des années 1980, l'industrie américaine de l'acier a reçu 30 milliards de dollars d'aide des gouvernements des États-Unis pendant qu'au Canada, Sydney Steel a été la seule entreprise du secteur à recevoir une aide.

J'aimerais savoir quand le gouvernement imposera des droits compensateurs sur l'acier américain importé au Canada.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je sais que le député est un homme sérieux. Avant de répondre à cette question, j'aimerais obtenir deux types de renseignements. Premièrement, j'aimerais qu'il me fournisse les documents démontrant que le montant extraordinaire de 30 milliards de dollars a bel et bien été versé, comme il l'allègue, et deuxièmement, j'aimerais avoir plus de détails sur ce que j'estime être une nouvelle politique de mesures de rétorsion rétroactives de la part du Parti libéral.